

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31616]

18 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire et des Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, notamment l'article 10/1, § 4, alinéa 5, inséré par le décret du 5 octobre 2017;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, l'article 61, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2018;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 63.733/2, donné le 4 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire et des Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, les mots « du Centre pluridisciplinaire relatif à la transmission de la mémoire, » sont insérés entre les mots « financement » et « des Centres de ressources ».

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, un tiret est inséré après le deuxième tiret, rédigé comme suit :

« - le Centre pluridisciplinaire : le Centre pluridisciplinaire relatif à la transmission de la mémoire visé au Chapitre III/1 du décret; ».

Art. 3. un chapitre 1^{er}/1 est inséré, rédigé comme suit :

« CHAPITRE 1^{er}/1. – Dispositions relatives au Centre pluridisciplinaire

Article 1^{er}/1. La reconnaissance du Centre pluridisciplinaire se fait conformément à l'article 10/1 du décret. Aux fins de vérifier si le candidat répond aux critères de recevabilité et de fond, le dossier remis à la Cellule de coordination pédagogique par un candidat est, notamment, constitué :

- 1° des statuts de la personne morale sans but lucratif et de la preuve que la composition des organes de gestion ou d'administration respecte l'article 9, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;
- 2° d'une présentation de la personne morale et de l'action qu'elle a développée au cours des deux années précédant celle de l'introduction de la candidature;
- 3° d'un plan d'action pluriannuel (axes d'action privilégiés, manière dont ils seront développés, détail des activités nouvelles projetées, etc.) en adéquation avec l'objet du décret et avec les missions et critères de reconnaissance du Centre pluridisciplinaire (article 10/1, §§ 2 et 3, du décret);
- 4° d'un plan budgétaire définissant l'utilisation et l'affectation de la subvention demandée;
- 5° d'une description de l'équipe et des compétences sur lesquelles s'appuie l'action de la personne morale pour assurer les fonctions éducatives et d'animation :
 - nombre de permanents (formation, expérience, fonctions),
 - bénévoles en situation de responsabilité (formation, expérience, fonctions);
- 7° d'une liste d'études, articles ou commentaires publiés, relatifs à l'objet du décret, sous forme de périodiques, de lettres d'information ou de revues, ou la description du centre de documentation de la personne morale sans but lucratif accessible au public comprenant des ouvrages inventoriés présentant un intérêt scientifique, pédagogique ou culturel.

La Cellule de coordination pédagogique peut établir un document type notamment accessible sur le site Internet du Ministère de la Communauté française.

Article 1^{er}/2. Si le dossier introduit est incomplet, la Cellule de Coordination pédagogique peut en accepter les éléments manquants durant une période de quinze jours ouvrables maximum après la notification de l'incomplétude du dossier.

La Cellule de coordination pédagogique peut demander toute information complémentaire au candidat.

La Cellule de coordination pédagogique avertit les candidats non retenus par courrier.

Article 1^{er}/3. Les subventions allouées au Centre pluridisciplinaire sont liquidées en deux temps.

La première année, une première tranche de 80 % est liquidée au moment de la reconnaissance de la personne morale sans but lucratif en tant que Centre pluridisciplinaire. La seconde tranche de 20 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique d'un dossier d'évaluation annuel comprenant notamment un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

Les années suivantes, une première tranche de 50 % est liquidée au début de l'exercice. La seconde tranche de 50 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique du dossier d'évaluation annuel comprenant un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

Article 1^{er}/4. Chaque année, le Centre pluridisciplinaire remet un dossier d'évaluation à la Cellule de coordination pédagogique comprenant notamment :

- a) un rapport d'activités attestant du respect :
 - des objectifs du décret;
 - des missions du Centre pluridisciplinaire;
 - des critères de reconnaissance du Centre pluridisciplinaire;
 - du programme d'activités défini par le du Centre pluridisciplinaire lors du dépôt de candidature;
- b) un rapport financier.

La Cellule de coordination pédagogique vérifie le rapport d'activités et le rapport financier. Elle en fait rapport au Conseil.

- a) si les rapports d'activités et financier ne sont pas conformes, une proposition de suppression de la reconnaissance et des subventions est adressée au Gouvernement par le Conseil;
- b) si l'un des rapports n'est pas conforme, une proposition de suspension de la reconnaissance et des subventions est adressée au Gouvernement par le Conseil. Le Conseil précise dans sa proposition une durée de suspension de la reconnaissance et un montant de la suspension des subventions proportionnels au degré de non-conformité des activités reprises dans le rapport d'activités ou proportionnel au degré de non-conformité du rapport financier.

Si le Centre pluridisciplinaire ne répond plus aux critères de reconnaissance ou manque gravement à ses missions, le Conseil peut à tout moment adresser au Gouvernement une proposition de suppression ou de suspension de la reconnaissance et des subventions. ».

Art. 4. Les Ministres ayant la transmission de la mémoire et de l'Enseignement obligatoire dans leurs compétences sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31616]

18 JULI 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 betreffende de procedures voor de erkenning, de vervroegde intrekking van de erkenning, en voor de schorsing of de beëindiging van de financiering van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering en de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering bedoeld in het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, inzonderheid op artikel 10/1, § 4, vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 5 oktober 2017;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, artikel 61, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 maart 2018;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 63.733/2, gegeven op 4 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 betreffende de procedures voor de erkenning, de vervroegde intrekking van de erkenning, en voor de schorsing of de beëindiging van de financiering van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering en de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering bedoeld in het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, worden de woorden "het multidisciplinair centrum betreffende de overdracht van de herinnering" ingevoegd tussen de woorden "financiering" en het woord "bronnencentra".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, wordt een streepje ingevoegd na het tweede streepje, luidend als volgt :

“- het multidisciplinair centrum : het multidisciplinair centrum betreffende de overdracht van de herinnering bedoeld in hoofdstuk III/1 van het decreet; ».

Art. 3. Er wordt een hoofdstuk 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK 1/1.- Bepalingen betreffende het multidisciplinair centrum

Artikel 1/1. De erkenning van het multidisciplinair centrum geschiedt overeenkomstig artikel 10/1 van het decreet. Om te controleren of de kandidaat voldoet aan de criteria inzake ontvankelijkheid en ten gronde, moet het dossier dat aan de cel voor pedagogische coördinatie wordt voorgelegd, inzonderheid de volgende gegevens bevatten :

- 1° de statuten van de rechtspersoon zonder winstoogmerk en het bewijs dat de samenstelling van de beheers- of bestuursorganen voldoet aan artikel 9 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;
- 2° een voorstelling van de rechtspersoon en de actie die ze ontwikkelde gedurende de twee jaar voorafgaand aan de indiening van de kandidatuur;
- 3° een meerjarenactieplan (prioritaire acties, wijze waarop die zullen worden ontwikkeld, detail van de nieuwe ontworpen activiteiten, enz...) in overeenstemming met de strekking van het decreet en met de opdrachten en criteria voor de erkenning van het multidisciplinair centrum (artikel 10/1, §§ 2 en 3, van het decreet);
- 4° een begrotingsplan dat de aanwending en de bestemming van de aangevraagde subsidie bepaalt;
- 5° een beschrijving van het team en de bevoegdheden waarop de actie van de rechtspersoon steunt om de opvoedings- en animatiefuncties uit te oefenen :
 - het aantal vaste personen (opleiding, ervaring, functies),
 - vrijwilligers die een verantwoordelijkheid uitoefenen (opleiding, ervaring, functies);
- 6° een lijst van studies, artikelen of commentaar die werden gepubliceerd, betreffende de strekking van het decreet, in de vorm van periodieken, informatiebrieven of tijdschriften, of beschrijving van het documentatiecentrum van de rechtspersoon zonder winstoogmerk dat toegankelijk is voor het publiek en dat geïnventariseerde werken omvat die een wetenschappelijk, pedagogisch of cultureel belang hebben.

De cel voor pedagogische coördinatie kan een modeldocument opmaken dat onder meer te vinden is op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Artikel 1/2. Indien het ingediende dossier onvolledig is, kan de cel voor pedagogische coördinatie er de ontbrekende gegevens van aanvragen gedurende een periode van hoogstens veertien werkdagen na de kennisgeving dat het dossier onvolledig is.

De cel voor pedagogische coördinatie kan de kandidaat elke aanvullende informatie vragen.

De cel voor pedagogische coördinatie verwittigt de kandidaten die niet in aanmerking zijn genomen via een brief.

Art. 1/3. De subsidies die aan het multidisciplinair centrum kunnen worden toegekend, worden in twee fasen uitbetaald.

In het eerste jaar wordt een eerste schijf van 80 % uitbetaald wanneer de rechtspersoon zonder winstoogmerk erkend wordt als multidisciplinair centrum. De tweede schijf van 20 % wordt uitbetaald op grond van de bewijsstukken die aan de cel voor pedagogische coördinatie worden meegedeeld bij de indiening van een jaarlijks evaluatiedossier dat inzonderheid een activiteitenverslag en een financieel verslag inhoudt. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag uit aan de raad.

In de volgende jaren, wordt een eerste schijf van 50 % uitbetaald op het begin van het dienstjaar. De tweede schijf van 50 % wordt uitbetaald op grond van de bewijsstukken die aan de cel voor pedagogische coördinatie worden meegedeeld bij de indiening van een jaarlijks evaluatiedossier dat inzonderheid een activiteitenverslag en een financieel verslag inhoudt. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag uit aan de raad.

Art. 1/4. Elk jaar deelt het multidisciplinair centrum de cel voor pedagogische coördinatie een evaluatiedossier dat inzonderheid de volgende gegevens bevat :

- a) een activiteitenverslag dat bevestigt dat de volgende voorwaarden vervuld zijn :
 - doelstellingen van het decreet;
 - opdrachten van het multidisciplinair centrum;
 - criteria voor de erkenning van het multidisciplinair centrum;
 - activiteitenprogramma dat door het multidisciplinair centrum wordt bepaald bij de indiening van de kandidatuur;
- b) een financieel verslag.

De cel voor pedagogische coördinatie controleert het activiteitenverslag en het financieel verslag.

Ze brengt daar verslag uit aan de raad.

- a) indien het activiteitenverslag en het financieel verslag niet aan de voorwaarden voldoen, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning en afschaffing van de subsidies door de raad aan de Regering meegedeeld;
- b) indien één van die verslagen niet aan de voorwaarden voldoet, wordt een voorstel tot schorsing van de erkenning en de subsidies door de raad aan de Regering meegedeeld. De raad bepaalt in zijn voorstel de duur van de schorsing van de erkenning en het bedrag van de subsidie in verhouding tot de graad waarin de in het activiteitenverslag vermelde activiteiten niet voldoen aan de voorwaarden of in verhouding tot de graad waarin het financieel verslag niet aan de voorwaarden voldoet.

Indien het multidisciplinair centrum niet meer voldoet aan de erkenningscriteria of in zijn opdrachten ernstig tekortschiet, kan de raad te allen tijde de Regering een voorstel tot intrekking of schorsing van de erkenning of tot afschaffing of schorsing van de subsidies meedelen.”.

Art. 4. De Minister bevoegd voor de overdracht van de herinnering en de Minister van leerplichtonderwijs worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203909]

24 JUILLET 2018. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'article L4142-27 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation et interdisant pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 l'utilisation de certains sigles

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

Vu la Constitution, notamment son article 162;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment son article L4142-27;

Considérant que les partis politiques représentés au Parlement wallon disposent de la possibilité de faire interdire l'utilisation pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 des sigles ou logos ayant fait l'objet d'une protection;

Considérant que parmi les six partis politiques actuellement représentés au Parlement wallon, le Parti Socialiste, le Mouvement Réformateur, le Centre Démocrate Humaniste et ECOLO ont fait parvenir une demande motivée visant à faire interdire des sigles ou logos ayant fait l'objet d'une protection;

Considérant que le Parti populaire n'a transmis aucune demande motivée, au motif qu'il n'a pas d'ancien sigle à faire protéger;

Considérant que le Parti du Travail de Belgique a fait parvenir une demande visant à faire interdire l'utilisation de certains sigles ou logos;

Considérant que les sigles ou logos que le Parti du Travail de Belgique souhaite faire interdire n'ont jamais fait l'objet d'une protection antérieure,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont interdits lors des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 :

1° sur la demande motivée du Parti Socialiste, les sigles ou logos P.S.B, S.P.B., POB;

2° sur la demande motivée du Mouvement Réformateur, les sigles ou logos PLP, PL, PLPW, PRLW, PRL, PRL-PFF, PRL-FDF, PFF-PRL, PRL-MCC;

3° sur la demande motivée du Centre Démocrate Humaniste, les sigles ou logos PSC, PPE, PSC-PPE, PPE-PSC, CSP-PSC, PSC-CSP, CDH-CSP, CSP-CDH;

4° sur la demande motivée d'ECOLO, les sigles ou logos ECOLO-VERTS, ECOLO-V, VERTS;

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 juillet 2018.

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203909]

24. JULI 2018 — Ministerieller Erlass in Ausführung von Artikel L4142-27 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zum Verbot der Benutzung bestimmter Listenkürzel bei den Provinzial- und Gemeindewahlen vom 14. Oktober 2018

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

Aufgrund der Verfassung, insbesondere des Artikels 162;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, insbesondere des Artikels L4142-27;

In der Erwägung, dass die im Wallonischen Parlament vertretenen politischen Parteien über die Möglichkeit verfügen, für die Provinzial- und Gemeindewahlen vom 14. Oktober 2018 die Verwendung der geschützten Listenkürzel oder Logos verbieten zu lassen;